

# A Saint-Nazaire comme partout, l'immigration tue

écrit par Christine Tasin | 28 septembre 2019



Ci-dessous le communiqué de presse de Gauthier Bouchet, candidat du RN à la Mairie de Saint-Nazaire. Non, à Saint-Nazaire non plus on ne peut plus se promener ni faire ses courses tranquille.

Et c'est, encore et toujours, l'immigration qui agresse, qui tue.

Le communiqué en fin d'article demande plus de policiers, plus de vidéos... mais ne rappelle pas que c'est la politique macronienne d'immigration massive qui fait entrer chez nous des déséquilibrés en série, que c'est la politique macronienne de préférence étrangère qui donne à tous ces assassins en puissance leur assurance, que c'est le laxisme de la justice qui donne à tous ces assassins en puissance le sentiment d'impunité. C'est un autre communiqué du RN de Saint-Nazaire qui s'en charge :

## **Halte à la folie migratoire des pouvoirs politiques**

Le gymnase Jeanne-Bernard à Saint-Herblain est devenu un véritable camp : un taudis, où s'entassent environ 800 migrants, dans des conditions sanitaires douteuses qui

posent question pour les riverains comme pour les clandestins eux-mêmes.

Une décision de justice demande l'évacuation de ce bâtiment, qui devait subir des travaux, mais le préfet refuse toujours de l'appliquer. Le quotidien des habitants est devenu un véritable enfer, tapage nocturne, rixes, règlements de compte, trafic de drogue, agressions, cambriolages, vols et viol, angoisse de voir son logement squatté... Mais les pouvoirs publics restent impassibles, laissant les citoyens français livrés à cette situation aussi incroyable qu'inadmissible. Mairie et préfecture prennent ainsi le risque de voir la situation empirer et tourner à l'affrontement.

Le Rassemblement national de Loire Atlantique apporte son soutien aux riverains et demande au préfet de faire évacuer les lieux de manière urgente. Le prétexte de l'asile ne peut devenir un nouveau mode de migration sauvage, qui s'ajouterait à une immigration familiale et de travail déjà conséquente.

Les migrants déboutés du droit d'asile doivent être expulsés du territoire français. Ils sont la grande majorité.

Nous demandons également au maire et à la métropole de mettre fin aux politiques publiques créant cet appel d'air sur la Loire-Atlantique et de demander à déployer les effectifs de police nécessaires à la sécurisation des personnes et des lieux en cas de squats. Nous dénonçons les associations qui encouragent les clandestins à s'installer dans des lieux privés ou publics et souhaitons que ces mêmes associations, qui aident à une véritable invasion migratoire et un dévoiement du droit d'asile, se voient privées des subventions publiques leur permettant leurs activités.

**Eléonore REVEL**

<https://rassemblement-national44.fr/2019/09/halte-a-la-folie-migratoire-des-pouvoirs-politiques/>

.  
On est mal, on est très mal... Et on ne connaît qu'une infime partie de la réalité, cachée par les responsables politiques et les journalistes.  
Quand les Français vont se rendre compte qu'ils sont tous

touchés, ça va faire mal, très mal.

.

### **Nouvelle agression à l'arme blanche : l'immigration tue !**

Dimanche soir, un homme de trente-cinq ans a été poignardé en face de l'Agence pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de Saint-Nazaire, située route de la Côte d'Amour. Une enquête a été ouverte pour homicide, et quatre personnes de nationalité étrangère ont été mises en garde à vue.

Ce type d'agression est de plus en plus récurrent dans notre ville. Elles sont en partie le fait de l'immigration légale et illégale. La semaine dernière, un jeune de seize ans se faisait ainsi poignarder au niveau du Paquebot, faisant suite à de nombreuses autres agressions au cours de ces dernières semaines. Les autorités locales et nationales ne semblent pas se rendre compte de la gravité de ces actes. Les Nazairiens ont de plus en plus peur pour leur propre sécurité.

Malgré nos demandes, la majorité municipale ne met pas en œuvre les moyens nécessaires. En matière de sécurité, il faut l'augmentation des effectifs de police municipale et son armement, le renforcement de la vidéo protection et la création d'un centre de supervision urbain (CSU) contrôlant les images vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Nous demandons aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour enrayer ce fléau.